



Les mouvements récents, et l'enthousiasme¹ qu'ils suscitent, nous invitent à réfléchir sur le surgissement de la démocratie et sur les mécanismes de son évaporation dans les dérives oligarchiques.

I) la mobilisation du peuple à l'origine de la démocratie

a) : y-a-t-il des citoyens plus compétents que d'autres pour gouverner ? Comment se prémunir de la domination d'une oligarchie² ? Peut-on échapper à la démagogie populiste ?

Nous avons tendance à penser qu'il y a démocratie quand le gouvernement est élu à la majorité des voix. Or, vous avez une toute autre définition de la démocratie, qui représente pour vous un excès. Qu'est-ce que cela signifie ?

Les concepts de la politique ne naissent pas de la classification des diverses formes de gouvernement. Ils jaillissent de la politique elle-même. Rappelons qu'au départ, le mot « démocratie » est une injure. En Grèce, on traitait de « démocrate » celui qui voulait le pouvoir du peuple, soit de la canaille. Il n'y a pas une définition, mais une

¹ Comment ne pas évoquer l'espoir de Kant au sujet de la révolution Française qui évoque *la sympathie d'aspiration qui touche de près à l'enthousiasme* des spectateurs non engagés et qui donne l'espoir, à l'horizon de l'histoire, d'une existence dans laquelle *se développeront toutes les capacités originelles de la race humaine* « conflit des facultés »

Robert : oligarkhia « commandement de quelques-uns » ♦ Régime politique dans lequel la souveraineté appartient à un petit groupe de personnes, à une classe restreinte et privilégiée.

constellation de significations autour du mot démocratie, qui ont toutes ce point commun : le scandale. Le tirage au sort, et non le vote majoritaire, en a été le symbole. L'ordre naturel voudrait que le pouvoir revienne aux individus les plus forts, les plus riches, les plus savants, ou les plus capables... Mais la démocratie ou « pouvoir du peuple » impose cette vérité paradoxale : pour qu'il y ait de la politique, et pas seulement de la domination, il faut présupposer un pouvoir qui ne s'identifie à aucune compétence exercée sur d'autres, qui est celui de n'importe qui. On n'est pas en démocratie simplement parce que le peuple est représenté par des députés, ou gouverné par des présidents élus, mais quand il existe des formes d'affirmation de ce pouvoir de personnes qui sont autonomes par rapport aux institutions de l'État.

Pour vous, le régime dans lequel nous vivons aujourd'hui en France est un « État de droit oligarchique ». Quel sens recouvre cette expression ?

Notre système repose sur une double légitimité. D'un côté, il y a un État de droit, avec un certain nombre de contraintes juridiques qui limitent les prérogatives du pouvoir et protègent les citoyens. Mais nos gouvernements sont oligarchiques : y siègent des politiciens de profession, de plus en plus liés au monde de la finance. Ils s'appuient sur l'avis d'experts qui naviguent entre monde des affaires, gouvernement et université, comme l'a montré exemplairement leur rôle dans la dérégulation libérale et la spéculation financière aux États-Unis. Le pouvoir de tous est accaparé par une petite minorité qui s'autoreproduit. Ce système réduit l'action démocratique au processus électoral, c'est-à-dire au choix entre des politiciens qui sont d'abord désignés par cette minorité en son sein. L'élection est deux choses en une : elle est la forme de reproduction de l'oligarchie gouvernante. Et elle est la visibilité du pouvoir de tous, encore présente, même dans un système comme le nôtre, où tout repose sur l'élection tous les cinq ans d'un chef suprême. Et sans doute est-il préférable d'avoir des souverains élus à la plus forte minorité³ que des gens qui sont là par la force armée ou la mainmise d'un parti unique. D'ailleurs, le suffrage universel déjoue parfois les calculs des experts et des stratèges.

J Rancière propos recueillis par A Lacroix philosophie magazine février 2011

b) la participation aux débats des citoyens⁴ n'est-elle pas la condition indispensable au fonctionnement démocratique ?

On se rend compte alors, comme l'avait bien compris le philosophe américain pragmatiste John Dewey (1859-1952), que le moment le plus décisif pour une démocratie n'est pas celui du vote, mais celui du débat qui le précède. Dans *Le Public et ses problèmes* (Folio, 2010), il affirme que « ce qui est le plus important, c'est que compter les voix oblige à recourir préalablement aux méthodes de discussion,

³ Il serait bon de s'arrêter sur le phénomène **envahissant de l'abstention**

⁴ Dans [une interview](#), Kempf auteur de *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie* déclare : "Dans tous les textes qui réfléchissent à la démocratie, la notion d'égalité est fondamentale. Chacun a un droit égal à la parole. Pour autant cette sagesse du peuple n'est pas innée, elle se forme dans la délibération, dans la confrontation et dans l'écoute, et c'est par cette délibération que les folies ou les égoïsmes des uns et des autres sont canalisés vers le bien commun. **Mais tout ceci suppose que chacun ait le désir de faire démocratie, de laisser un temps ses affaires et de rejoindre l'agora pour débattre de l'intérêt collectif** – que chacun, autrement dit, ait le souci de l'autre et de la communauté. C'est en ce sens que j'entends le mot vertu."

de consultation et de persuasion, tandis que l'essence de l'appel à la force est d'interdire le recours à de telles méthodes ». Et dans ce moment de la discussion, rien n'est plus important que les « débats préalables, la modification des points de vue pour satisfaire les opinions des minorités, le fait que ces dernières sont relativement satisfaites du fait même qu'elles ont disposé d'une chance et qu'il est possible qu'elles forment une majorité la prochaine fois ». Ce moment délibératif ne doit pas être réservé aux campagnes électorales. Il peut être mobilisé à des instants et des échelles divers. Et devenir, à l'occasion, l'objectif d'un véritable projet éducatif. Ainsi, toujours selon Dewey, si les citoyens peuvent difficilement se passer de représentants et d'experts, « même si le cordonnier compétent est meilleur juge pour savoir comment remédier au défaut », c'est toujours « celui qui porte la chaussure [qui] sait le mieux si elle blesse et où elle blesse ».

La démocratie n'est pas un régime, mais une expérimentation perpétuelle sans aucune fin préétablie. Si le public participe, il inventera des nouvelles manières de gouverner. Il semble donc possible de rompre avec le rêve républicain d'un peuple omniscient et entièrement engagé dans la citoyenneté sans pour autant sombrer dans une démocratie « faible » où les citoyens doivent se résoudre à ne plus gouverner. La démocratie forte ne passe pas par une prise de pouvoir révolutionnaire. En revanche, elle émergera de ce que l'on pourrait appeler, par référence ironique au langage économique, une « prise de participation ».

Michel Eltchaninoff, rédacteur Philosophie magazine février 2011

II L'embrigadement de l'opinion

La démocratie présuppose que la décision collective est rationnelle puisqu'elle fait appel à la somme des raisons des individus, mais en fait les ressorts de l'individu sont émotionnels : d'où l'importance du formatage par la télévision.⁵

a) la toute puissance de l'opinion

À mesure que les citoyens deviennent plus égaux et plus semblables, le penchant de chacun à croire aveuglément un certain homme ou une certaine classe diminue. La disposition à en croire la masse augmente, et c'est de plus en plus l'opinion qui mène le monde.

Non seulement l'opinion commune est le seul guide qui reste à la raison individuelle chez les peuples démocratiques ; mais elle a chez ces peuples une puissance infiniment plus grande que chez nul autre. Dans les temps d'égalité, les hommes n'ont aucune foi les uns dans les autres, à cause de leur similitude ; mais cette même similitude leur donne une confiance presque illimitée dans le jugement du public ; car il ne leur paraît pas vraisemblable qu'ayant tous des lumières pareilles, la vérité ne se rencontre pas du côté du plus grand nombre

. Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, livre 2, t 1, chapitre 2

b) la manipulation des esprits

⁵ *les gens regardent la télévision en moyenne plus de trois heures par jour. Les informations, soigneusement contrôlées par l'oligarchie, les valeurs culturelles et politiques projetées par les feuillets, les jeux, le sport incessant et la publicité, tout ceci a une influence extrêmement forte sur la conscience collective, et je pense que la gauche critique n'y accorde pas assez d'importance.* Kempf

La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays.

Nous sommes pour une large part gouvernés par des hommes dont nous ignorons tout, qui modèlent nos esprits, forgent nos goûts, nous soufflent nos idées. C'est là une conséquence logique de l'organisation de notre société démocratique. Cette forme de coopération du plus grand nombre est une nécessité pour que nous puissions vivre ensemble au sein d'une société au fonctionnement bien huilé.

Le plus souvent, nos chefs invisibles ne connaissent pas l'identité des autres membres du cabinet très fermé auquel ils appartiennent.

Ils nous gouvernent en vertu de leur autorité naturelle, de leur capacité à formuler les idées dont nous avons besoin, de la position qu'ils occupent dans la structure sociale. Peu importe comment nous réagissons individuellement à cette situation puisque dans la vie quotidienne, que l'on pense à la politique ou aux affaires, à notre comportement social ou à nos valeurs morales, de fait nous sommes dominés par ce nombre relativement restreint de gens – une infime fraction des cent vingt millions d'habitants du pays – en mesure de comprendre les processus mentaux et les modèles sociaux des masses. Ce sont eux qui tirent les ficelles : ils contrôlent l'opinion publique, exploitent les vieilles forces sociales existantes, inventent d'autres façons de relier le monde et de le guider. (...)

La propagande moderne désigne un effort cohérent et de longue haleine pour susciter ou infléchir des événements dans l'objectif d'influencer les rapports du grand public avec une entreprise, une idée ou un groupe.

Cette pratique qui consiste à déterminer les circonstances et à créer simultanément des images dans l'esprit de millions de personnes est en réalité très courante. Aujourd'hui, elle participe à quasiment toutes les entreprises d'envergure, qu'il s'agisse de construire une cathédrale, de financer une université, de commercialiser un film, de préparer une émission d'obligations ou d'élire le chef de l'État. L'effet attendu sur le public est créé, selon les cas, par un propagandiste professionnel ou un amateur à qui on aura confié ce soin. Ce qu'il faut retenir, c'est d'abord que la propagande est universelle et permanente ; ensuite, qu'au bout du compte elle revient à enrégimenter l'opinion publique, exactement comme une armée enrégimente les corps de ses soldats.

Edward Bernays⁶, *Propaganda, comment manipuler l'opinion en démocratie*, 1928

III) le débat démocratique piégé

a)- par la référence à l'ordre des choses

Dans «La Politique des choses» (Verdier, 76p., 10 euros), vous dites : «La démocratie moderne ne remet pas le gouvernement aux hommes, elle le remet aux choses»...

Dans la démocratie, non au sens où je l'entends,⁷ mais dans sa version la plus répandue, le gouvernant n'a qu'une seule crainte : qu'on se souvienne un jour que, en droit, c'est aux gouvernés

⁶ Neveu de Freud, Bernays (1891-1955) est considéré comme le père des relations publiques. Il a inventé cette technique moderne qui consiste à plier nos esprits aux projets de certains, technique que l'on nomme communément "propagande". Pour Bernays, la démocratie doit être pilotée par la minorité intelligente, c'est à dire, par l'élite...

que le pouvoir revient. Un moyen sur d'éviter que la mémoire ne se réveille, c'est que la notion même de pouvoir perde son sens. C'est pourquoi les gouvernants en démocratie font croire qu'ils ne décident de rien. Ce sont les choses qui décident, disent-ils. L'exemple le plus récent est la réforme des retraites. Cette réforme a été imposée au nom de l'ordre des choses (démographie, allongement de la durée de la vie), comme si le moment de la décision avait totalement disparu. Et de la part de ceux qui se sont battus contre cette réforme, j'ai entendu un discours qui, très souvent, était aussi un discours des choses. Le moment où il s'agit de choisir semble se dissiper, du côté des gouvernants comme de celui des gouvernés.

Est-ce pour cela que vous dites : «Le mensonge commun à Staline, aux démocrates verbaux et aux doctrinaires de l'Euroland consiste à prétendre que les choses parlent»?

Les choses ne parlent pas par elles mêmes, on les fait parler. Quand on prend une décision en la disant imposée par les choses, on parle à leur place. Et celui qui parle à leur place, de quel droit le fait-il ? D'aucun, sinon de s'être mis dans cette position. Durant ces quelques jours où la Tunisie a bougé, le pouvoir, au commencement, paraissait aussi immuable qu'un ordre des choses. Puis, il y a eu un moment, on ne sait pas si ça durera, ou il a été renversé par des personnes. Qui se sont comportées en êtres parlants, au sens le plus fort du mot. Quand la politique se parle, c'est très beau. Mais le moment où elle se parle n'est pas forcément très long...

J Claude Milner propos recueilli par j Savigneau Le Monde Samedi 5 février 2011

b)- par la certitude de l'élite d'être dans le vent du progrès

. Car ceux qui appellent au débat sont prêts à débattre de tout, sauf de leur propre position qu'ils estiment cohérente avec le progrès des sciences, l'évolution des mœurs, le refus de l'exclusion, le sens de l'égalité..., donc réellement indiscutable. Un nouveau dogmatisme utilise des références démocratiques pour s'imposer. Ses partisans attendent donc un ralliement à leur cause, d'autant plus facile que la surenchère médiatique peut se donner libre cours, sous les dehors de la bonne conscience, celle du débat démocratique. On s'appuie donc sur une valeur peu contestable (la discussion) pour justifier des pratiques de manipulation de l'opinion.

Les partisans du débat public généralisé ne supposent pas que la raison soit partagée, qu'elle n'a pas pris domicile dans un seul camp, qu'il puisse y avoir du côté de l'opinion publique, de la tradition ou des religions autre chose que des crispations qu'une bonne discussion fera sauter. Ils n'envisagent pas un instant, semble-t-il, que si leurs adversaires, ou globalement une opinion tenue pour conservatrice, peuvent avoir à évoluer, ce pourrait aussi bien être leur fait : après tout la vérité est-elle dans un camp (celui de l'évolution fatale de la société vers le libertarisme) et le préjugé dans l'autre ? Un vrai débat devrait postuler que tous ont à évoluer, mais qu'il est bien possible que l'opinion publique ait quelque raison de se méfier des instituteurs du progrès, assurés de leurs certitudes, alors que peut-être (ou sans doute) ils auraient intérêt à prendre conscience, sinon de leurs propres préjugés, du moins d'une complexité telle, de la plupart des questions radicales qu'elles ne peuvent pas trouver de solution simple et déjà bien connue (d'eux, par exemple). Curieusement, l'appel au débat fait corps avec un manichéisme qui identifie les opposants à une erreur que les clartés de la discussion éteindront, alors qu'ils estiment qu'eux, allant dans le sens du progrès et de l'évolution des mœurs, représentent la raison éclairée et sûre de soi. Mais est-il raisonnable de se prétendre ainsi détenteur par privilège des arcanes de la raison ?

L'appel si généralisé au débat public de grande ampleur cache mal une prise de position sur le mal et la violence. Il témoigne d'une mentalité démocratique pour laquelle il n'est aucune

⁷ L'acte politique, ramené à son minimum essentiel, ce sont des corps parlants. Et la démocratie est cette machinerie, parfois compliquée, qui se tient au plus près de ce minimum, sans rien en retirer et en y ajoutant le moins possible Milner

opposition qui ne soit réductible grâce à l'exercice réglé de la raison commune. Il postule que les partisans du progrès, de l'évolution des mœurs, du libertarisme, sont dans le sens de cette raison, qu'il faut sans doute temporiser pour ne pas choquer ou imposer des législations mal accueillies, mais qu'au total l'erreur, donc le mal, est du côté des traditions et des habitudes. Le recours au débat devient alors un moyen de pression et de manipulation. Le moins qu'on puisse dire est que, sous couvert d'appel à un élément central de toute démocratie, il en viole une pratique essentielle, et que par là même il trahit la démocratie elle-même.
P Valadier , *Detresse du politique , force du religieux* , seuil p 85

IV) La dégénérescence douce de la démocratie

a) Sous l'effet de la mondialisation économique et de l'hégémonie croissante de la Chine, la démocratie pourrait-elle disparaître?

La démocratie comme idée du pouvoir de tous peut disparaître, sous une forme douce, se dissoudre dans ces oligarchies tempérées que nous connaissons en Occident. Beaucoup d'éléments sont réunis pour cela : la pression croissante du gouvernement économique mondial, la réduction de la scène politique au concours pour le choix du dirigeant suprême, la tendance à criminaliser les mouvements sociaux, à ramener grèves et manifestations à des rituels strictement réglés, et à rejeter toute contestation des formes dominantes du côté du sabotage et du terrorisme, le consensus intellectuel antidémocratique croissant. Mais, du même coup, nos oligarchies n'ont pas besoin d'un parti unique, sur le modèle chinois, pour faire marcher le système. Les moyens de suppression doux peuvent aboutir à des résultats globalement comparables à ceux qu'obtiendra, de son côté, le communisme « libéralisé » de la Chine. Ce qui peut s'y opposer, c'est seulement une force de pensée et d'action autonomes par rapport aux agendas étatiques

J Rancière propos recueillis par A Lacroix philosophie magazine fevrier 2011

b) Codés par le capitalisme « les droits de l'homme » n'immunisent pas contre une conduite basse envers les victimes ce qui fait dire à Deleuze « nous manquons de résistance au présent »

Les droits de l'homme sont des axiomes : ils peuvent coexister avec bien d'autres axiomes, notamment sur la sécurité de la propriété, qui les ignorent ou les suspendent encore plus qu'ils ne les contredisent [...]. Qui peut tenir et gérer la misère, et la déterritorialisation-reterritorialisation⁸ des bidonvilles, sauf des polices et des armées puissantes qui coexistent avec les démocraties ? Quelle sociale-démocratie n'a pas donné l'ordre de tirer quand la misère sort de son territoire ou ghetto ? Les droits ne sauvent ni les hommes ni une philosophie qui se reterritorialise sur l'État démocratique. Les droits de l'homme ne nous

⁸ Concepts inventés par Deleuze : il s'agit de déclassification des objets, des signes, des gestes, des animaux etc de leur usage conventionnel pour leur imposer d'autres usages d'autres vies. La reterritorialisation réaffecte l'espace déterritorialisé. (Ex les concepts de Heidegger souillés par leur reterritorialisation sur le nazisme.) À l'époque capitaliste (société du marché) où la déterritorialisation produit des inégalités de développements, les droits de l'homme deviennent des « axiomes », c'est-à-dire un codage qui colmate pour que le flux de l'échange continue .

« Le manque, la pénurie, la famine, une société elle peut le coder, ce qu'elle ne peut pas coder, c'est lorsque cette chose apparaît, ou elle se dit : qu'est-ce que c'est que ces mecs là! Alors, dans un premier temps, l'appareil répressif se met en branle, si on ne peut pas coder ça, on va essayer de l'anéantir. Dans un deuxième temps, on essaie de trouver de nouveaux axiomes qui permettraient de recoder tant bien que mal. »cours 16nov 1971

feront pas bénir le capitalisme. Et il faut beaucoup d'innocence, ou de rouerie, à une philosophie de la communication qui prétend restaurer la société des amis ou même des sages en formant une opinion universelle comme « consensus » capable de moraliser les nations, les États et le marché. Les droits de l'homme ne disent rien sur les modes d'existence immanents de l'homme pourvu de droits. Et la honte d'être un homme, nous ne l'éprouvons pas seulement dans les situations extrêmes décrites par Primo Levi, mais dans des conditions insignifiantes, devant la bassesse et la vulgarité d'existence qui hante les démocraties, devant la propagation de ces modes d'existence et de pensée-pour-le-marché, devant les valeurs, les idéaux et les opinions de notre époque. L'ignominie des possibilités de vie qui nous sont offertes apparaît du dedans. Nous ne nous sentons pas hors de notre époque, au contraire nous ne cessons de passer avec elle des compromis honteux. Ce sentiment de honte est un des plus puissants motifs de la philosophie. Nous ne sommes pas responsables des victimes, mais devant les victimes. Et il n'y a pas d'autre moyen que de faire l'animal (grogner, fouir, ricaner, se convulser) pour échapper à l'ignoble : la pensée même est parfois plus proche d'un animal qui meurt que d'un homme vivant, même démocrate.

Gilles Deleuze, *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Minuit, p. 103.

V) Peut-il y avoir un bon usage des nouveaux moyens de communication ?

a) L'influence des nouvelles technologies de l'information dans la contestation dans les pays arabes

Les technologies de l'information sont désormais un acteur à part entière de ce changement. En intensifiant la communication horizontale au sein des sociétés, elles donnent à celles-ci une capacité d'auto-organisation sans précédent. Elles rendent à la fois insupportable et vain le contrôle de l'information par le pouvoir. Elles créent, de plus, un effet miroir qui accroît l'influence du monde extérieur : grâce aux médias audiovisuels (on pense à la chaîne Al-Jazira) et à Internet, les peuples se voient bouger à travers le regard des autres. Notre monde ressemble de plus en plus à une vaste marmite en ébullition dans laquelle tous les mouvements collectifs et toutes les idées finissent par s'entrechoquer. Rien de tout cela ne justifie un optimisme béat, mais on peut au moins en tirer la conclusion que la démocratie reste une idée pleine d'avenir

Bernard Perret, *on est toujours surpris par les révolutions*, la Croix 17 février 2011

b) Les six vertus politiques d'Internet

	Vertus		*Écueils*
1	la présupposition d'égalité	:	l'exclusion des immobiles
2	la libération des subjectivités	:	la dépolitisation narcissique
3	le public par le bas	:	la fin de la vie privée
4	la force des coopérations faibles	:	la fragilité des engagements
5	l'auto-organisation	:	la bureaucratie procédurale
6	la légitimité /ex-post/	:	l'écrasement de la diversité

1-La présupposition d'égalité sur Internet – à cet égard Wikipédia constitue une figure exemplaire – vise à n'évaluer et à ne hiérarchiser les personnes qu'à partir de ce qu'elles font, produisent et disent, et non à partir de ce qu'elles sont. (...)

-Qui dirait en effet que chaque invitation à la participation active contient en elle-même la disqualification des silencieux et des passifs ? Derrière l'horizon démocratique du « tout-participatif » se reproduisent des inégalités qui ont pour origine l'inégale distribution des capitaux socioculturels dans nos sociétés. (...)

2-Internet nous a appris que, pour élargir le cercle de l'expression publique, il était nécessaire de tolérer des énonciations à la première personne, des points de vue assurés et des voix frêles, des coups de gueule, des affirmations péremptoires, des propos hasardeux, poétiques, loufoques, drôles et vibrants. (...)

-Le décloisonnement des prises de parole fait en effet apparaître des expressions dont la forme, la qualité et l'intérêt apparaissent très éloignés de toute préoccupation publique. L'effervescence subjective du web n'est-elle pas alors la marque d'une forme de désengagement politique au profit d'un culte narcissique et consommatoire de l'individualité triomphante ? (...)

3-L'espace public de l'Internet est fait d'une multitude de conversations en essaim, enchevêtrées, qui s'articulent les unes aux autres selon des logiques d'assemblage que rien ne laisse prévoir l'avance.(..) La prophétie deleuzienne du passage d'une société disciplinaire à une société de contrôle prend ici tout son sens, puisque, décentralisée et distribuée, la surveillance devient un contrôle que chacun ne cesse d'effectuer sur les autres et sur soi-même. Aussi, l'une des difficultés politiques des dénonciateurs de la société de surveillance est d'avoir aujourd'hui à tenir compte du fait que le contrôle politique ou marchand des traces s'ancre de plus en plus profondément dans l'hubris/curieuse des surveillés eux-mêmes. (...)

4-La plupart des grands collectifs de l'Internet sont la conséquence émergente d'interactions opportunistes dont la prémisse est l'exposition par les individus de leur identité, de leurs goûts, de leurs activités et de leurs œuvres. Les individus commencent par rendre publics leurs intérêts expressifs.(..)

En effet, ce modèle d'action donne une place si importante à l'affirmation expressive qu'elle semble affaiblir et estomper l'intentionnalité collective de la conscience des sujets. L'exhibition se paierait alors de l'oubli du collectif, comme l'ont déploré de si nombreux pourfendeurs de la culture individualiste des engagements instables et liquides(..)

5-Dans le monde réel, les collectifs « tiennent » parce que les personnes qu'ils réunissent possèdent déjà un système de valeurs et d'intérêts suffisamment proche pour être incités à se coordonner. Dans le monde numérique, ces valeurs partagées sont une production émergente des interactions entre les participants qui incorporent progressivement des identités et des croyances collectives. Mais, surtout, en raison de la diversité et de l'hétérogénéité des participants, les collectifs de l'Internet se définissent moins par des valeurs partagées que par des procédures communes(...)

6-L'espace public traditionnel était /public/ parce que les informations rendues/visibles/ à tous avaient fait l'objet d'une sélection préalable par des professionnels obéissant à des normes déontologiques qui se sont construites en même temps que le droit permettant de punir, en les/invisibilisant/, les propos contrevenants à ces règles d'attribution(...)L'attribution d'un caractère d'importance à un énoncé ne résulte pas d'une sélection préalable par un corps spécialisé, mais est la conséquence d'une hiérarchisation /ex-post/ effectuée par les internautes en fonction de leur position dans la structure des réputations sur la toile. C'est le travail effectué par les internautes pour lier les propos et leur conférer de la notoriété qui produit cette forme de visibilité particulière dans laquelle les propos « légitimes » sont ceux qui apparaissent « en haut » des hiérarchies(des moteurs de recherche, des classement des blogs, des fils d'actualité des portails d'information, des agrégateurs de news, etc.).

D Carton Vertus démocratiques de l'Internet, la vie des ideas.fr